L'hon. J. C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, après enquête, nous sommes maintenant convaincus que la plupart de ces médicaments ont été retirés du marché. Quant aux poursuites, l'affaire est présentement à l'étude et aucune décision n'a encore été prise.

## L'INDUSTRIE

L'AUTOMOBILE—LES DÉMARCHES AUPRÈS DES SOCIÉTÉS CANADIENNES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Pour faire suite à une question posée à la Chambre l'autre jour, je demanderai au ministre du Commerce s'il a pressenti les sociétés canadiennes de l'automobile sur leurs prix en 1969 et, si oui, nous donnerait-il les résultats?

[Français]

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur le président, j'ai appris en effet, aujourd'hui, que la Société Chrysler avait annoncé ses augmentations de prix pour le modèle courant; l'augmentation, au Canada, est de \$78 pour le modèle 1969, comparativement à \$91 aux États-Unis. Encore une fois, la différence est réduite entre le coût canadien et le coût américain.

[Traduction]

M. A. D. Hales (Wellington): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur, au ministre de la Consommation et des Corporations. Vu qu'il a annoncé aujourd'hui la formation d'un comité spécial, lui confiera-t-il la question des prix des automobiles?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, le député fait erreur. J'ai dit que je songerais à l'établissement d'un comité.

## LA SÉCURITÉ NATIONALE

LE RAPPORT DE LA COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Le gouvernement a-t-il reçu le rapport de la Commission royale sur la sécurité et, dans l'affirmative, quand sera-t-il publié et déposé à la Chambre?

Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, le rapport ne m'est pas encore parvenu, mais je crois savoir qu'il est presque terminé. Il reste à en compléter la traduction, et dès qu'elle sera finie, le rapport me sera remis. Ce serait très prochainement.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, je voudrais savoir quand la Chambre peut espérer recevoir ce rapport.

Le très hon. M. Trudeau: Dois-je me répéter, monsieur l'Orateur? Il semble que le rapport soit presque terminé mais non la traduction. Celle-ci se fait sans doute du français vers l'anglais et je ne veux pas publier la version française avant l'anglaise. J'attends donc qu'il me soit fourni dans les deux langues, ce qui ne devrait pas tarder, paraît-il.

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le premier ministre s'engage-t-il à présenter le rapport à la Chambre quand il sera terminé et qu'il l'aura reçu, lu et étudié?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, il est possible que le rapport renferme des choses que je ne veuille pas déposer à la Chambre. Il traitera peut-être de questions de sécurité qui ne devraient pas être rendues publiques. Je n'en sais rien; je veux le voir d'abord. Le député ne peut me demander de répondre à une question aussi conjecturale.

## LES NATIONS UNIES

CHYPRE—LA POSSIBILITÉ DU RETRAIT DES FORCES CANADIENNES

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. P.-E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, pendant que j'ai la parole, j'aimerais revenir sur une question que le très honorable député de Prince Albert m'a posée hier au sujet du retrait de nos troupes de Chypre. Le ministre de la Défense m'informe que le secrétaire général des Nations unies a demandé que nos effectifs soient réduits. En conséquence, l'effectif de nos troupes passera de 872 à 587 hommes le mois prochain.

Je tiens à rendre hommage aux militaires canadiens qui, malgré des circonstances difficiles et pénibles, ont bien servi leur pays dans ce secteur où les Nations unies ont jugé bon de les stationner.